



Décision n° CODEP-DRC-2016-033085 du Président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 23 septembre 2016 autorisant le CEA à modifier l'organisation relative aux modalités de maintien de la sous-criticité des installations nucléaires de base n°s 32 et 54, dénommées ATPu et LPC, situées sur le site de Cadarache dans la commune de Saint-Paul-lez-Durance (département des Bouches-du-Rhône)

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son articles L. 593-15 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 112-3 ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu le décret du 6 mars 2009 autorisant le Commissariat à l'énergie atomique à procéder aux opérations de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement de l'installation nucléaire de base n° 32 dénommée Atelier de technologie du plutonium (ATPu) et située sur le territoire de la commune de Saint-Paul-lez-Durance (Bouches-du-Rhône) ;

Vu le décret du 6 mars 2009 autorisant le Commissariat à l'énergie atomique à procéder aux opérations de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement de l'installation nucléaire de base n° 54 dénommée Laboratoire de purification chimique (LPC) et située sur le territoire de la commune de Saint-Paul-lez-Durance (Bouches-du-Rhône) ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision no 2014-DC-0462 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 7 octobre 2014 relative à la maîtrise du risque de criticité dans les installations nucléaires de base ;

Vu le courrier de l'ASN CODEP-DRC -2015-041060 du 9 octobre 2015 ;

Vu la demande d'autorisation de modification notable transmise par courrier CEA/DEN/CAD/DIR/CSN DO 506 du 22 septembre 2015 complétée par courrier CEA/DEN/CAD/DIR/CSN DO 526 du 2 septembre 2016 ;

Considérant que, par courrier du 22 septembre 2015 susvisé, le CEA a déposé une demande d'autorisation de modification de l'organisation relative aux modalités de maintien de la sous-criticité dans les INB n^{os} 32 et 54 ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d'exploitation autorisées de ses installations relevant du régime d'autorisation de l'ASN régi par l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé ;

Considérant que pour les milieux fissiles de référence, la limite permettant d'assurer la maîtrise du risque de criticité n'est pas modifiée ;

Considérant que l'organisation relative au maintien de la sous-criticité qui va être mise en place, est identique, et bénéficie du retour d'expérience des autres installations du centre de Cadarache,

Décide :

Article 1^{er}

Le CEA est autorisé à modifier les installations nucléaires de base n^{os} 32 et 54 dans les conditions prévues par sa demande du 22 septembre 2015 complétée susvisée.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par le CEA, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au CEA et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Paris, le 23 septembre 2016.

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
Le directeur des déchets,
des installations de recherche et du cycle

Signé par

Christophe KASSIOTIS